

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**CONSEIL MUNICIPAL-SEANCE ORDINAIRE du lundi 16 décembre 2024 à 19h**

Légalement convoqué le 10 décembre 2024, le Conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire le lundi 16 décembre 2024 à 19h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire.

**Présents :** Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Jean LAURENT, Sylvie CHARDEYRON, Eric TRINQUET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

**Absents excusés :**

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE

Nathalie TISSOT excusée sans pouvoir

Denis COLLET excusé sans pouvoir

Umus PERRONE excusée sans pouvoir

**Absents non excusés :** Jean-Michel LEGRAND, Nathalie ROMANET, Mhrican AVCI, Thomas GIRARD.

Nombre de membres en exercice : 23

Nombre de membres présents : 15

Nombres de pouvoirs : 1

Nombre de membres votants : 16

DR-2024-88	Mise en place de l'indemnité spéciale de fonctionet d'engagement (ISFE) pour la filière Police Municipale	<u>Rapporteur :</u> Olivier ROBIN
------------	---	--------------------------------------

Les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des directeurs de police municipale, chefs de service de police municipale, agents de police municipale et gardes champêtres peuvent, depuis le 29 juin 2024, bénéficier d'une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE). Dans chaque collectivité et établissement public, l'octroi de cette indemnité est subordonné à une délibération, après avis du CST.

Pour rappel, ces agents bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique et ne relèvent ainsi pas du RIFSEEP. Ils peuvent, à défaut, bénéficier d'une indemnité d'administration et de technicité (IAT) ainsi que l'indemnité spéciale mensuelle de fonction (ISMF). Or, ces deux indemnités étant abrogées au 1er janvier 2025, il convient donc de délibérer afin d'instaurer l'ISFE, qui se substituera au régime indemnitaire jusqu'alors en vigueur dans la collectivité pour les agents de la filière police. Les délibérations relatives à l'IAT et l'ISMF seront dès lors abrogées.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les modalités d'instauration de l'ISFE.

Aussi il proposé au Conseil Municipal d'instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement au bénéfice du cadre d'emploi des agents de police municipale aux conditions suivantes :

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 714-4 à L. 714- 13,  
Vu le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

### **ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRES**

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est instaurée pour les agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Agents de police municipale

### **ARTICLE 2 : PART FIXE**

Le montant de la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminé en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant.

Le taux individuel retenu pour le cadre d'emplois des agents de police municipale est le taux maximum de 30 %.

### **ARTICLE 3 : PART VARIABLE**

Le montant de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir des agents, appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant.

Le montant maximum retenu pour cette part pour le cadre d'emplois des agents de police municipale est de cinq mille euros. (5000 euros)

L'attribution de la part variable repose sur l'engagement professionnel et la manière de servir des agents de la police municipale qui sont évalués lors de la campagne annuelle des entretiens professionnels selon :

- ✓ Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs ;
- ✓ Le respect des devoirs et des responsabilités ;
- ✓ Les compétences professionnelles et techniques ;
- ✓ Les qualités relationnelles ;
- ✓ La capacité d'encadrement ou d'expertise ;

Le montant versé de la part variable n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Dans le respect de ces critères, l'autorité territoriale détermine chaque année le montant individuel versé aux agents éligibles.

### **ARTICLE 4 : PÉRIODICITÉ DU VERSEMENT**

- ✓ La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.



- ✓ La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est, quant à elle, versée mensuellement dans la limite de 50% du plafond défini à l'article 3 de cette délibération. Elle sera complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements dépasse ce même plafond.

## **ARTICLE 5 : MODALITÉS DE RETENUE OU DE SUPPRESSION DE LA PART FIXE POUR ABSENCE**

### **5.1 Congés liés aux responsabilités parentales**

En application de l'article L.714-6 du CGFP, le régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement durant les congés liés aux responsabilités parentales (congés de maternité, congés de naissance, congés pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, congés d'adoption, congé de paternité et d'accueil de l'enfant), sans préjudice de leur modulation en fonction de l'engagement professionnel de l'agent territorial et des résultats collectifs du service.

### **5.2 Congés pour raison de santé**

Concernant les indisponibilités physiques, en vertu du principe de parité, prévu à l'article L714-4 du CGFP et par analogie au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de la fonction publique de l'Etat, l'organe délibérant peut déterminer les conditions de maintien du régime indemnitaire du fait des congés pour raison de santé, **dans les limites prévues par le décret n°2010-997 du 26 août 2010 :**

#### **S'agissant de la part fixe de l'ISFE :**

- Elle suit le sort du traitement en cas de :
  - ✓ Congé de maladie ordinaire ;
  - ✓ Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) ;
  - ✓ Temps partiel thérapeutique
  - ✓ Période de préparation au reclassement
- En cas de congé de longue maladie ou de congé de grave maladie, la part fixe de l'ISFE est maintenu à hauteur de :
  - ✓ 33 % la première année ;
  - ✓ 60 % les deuxième et troisième année.
- En cas de congé de longue durée, la part fixe de l'ISFE est suspendue.

Lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement accordé au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

Lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue durée à la suite d'une période de congé de longue maladie rémunérée à plein traitement, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de longue maladie lui demeurent acquises.

#### **S'agissant de la part variable de l'IFSE :**

Cette dernière a vocation à être réajusté, après chaque entretien professionnel, et il appartient à l'autorité territoriale d'apprécier si l'impact de l'absence sur l'atteinte des

## DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

résultats, eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir de l'agent, doit ou non se traduire par une baisse.

### ARTICLE 6 : CUMUL

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement se substitue aux primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, telles que l'indemnité d'administration et de technicité et l'indemnité spéciale mensuelle de fonction.

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est en revanche cumulable avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 et les primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail, tel que défini par le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001.

### ARTICLE 7 : DISPOSITIF DE SAUVEGARDE

Lors de la première application des dispositions relatives à cette indemnité, si le montant de la part variable est inférieur à celui perçu par l'agent au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, l'agent peut conserver le montant précédemment perçu, à titre individuel et au titre de la part variable, *au-delà des 50% mentionnés à l'article 4 (le cas échéant)*. Le montant conservé ne pourra toutefois pas dépasser la limite du plafond fixé par l'organe délibérant.

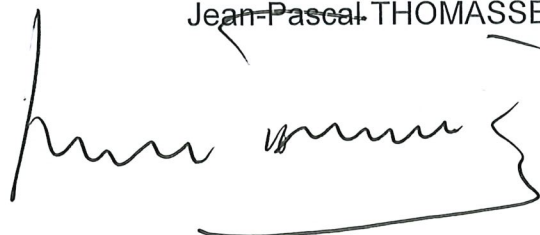
**Cela étant exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, a décidé à l'unanimité de :**

- **Approuver** l'instauration de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement aux conditions ci-dessus définies ;
- **Autoriser** le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de ces deux parts dans le respect des principes définis ci-dessus ;
- **Autoriser** le Maire à signer tout autre acte y afférent ;
- **Inscrire** au budget les crédits correspondants ;
- **Charger** le Maire de veiller à la bonne exécution de cette délibération, qui prend effet à partir du 01 janvier 2025

La Secrétaire de Séance,  
Suzy CASSAR



Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET



Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.  
Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-préfecture de Nantua le.....  
Publication ou affichage le .....  
Jean-Pascal THOMASSET, Maire de Nantua